



Eruption du volcan Nyiragongo du 22 mai 2021, une équation à plusieurs inconnues pour la population de la ville Touristique de Goma



C'est dans un contexte d'une fragilité institutionnelle de plusieurs décennies que la ville de Goma, capitale de la province du Nord Kivu, à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), a enregistré une nouvelle éruption du volcan Nyiragongo. Cette catastrophe naturelle aux conséquences fâcheuses a créé un imbroglio dans les milieux scientifiques en charge du suivi régulier de la chaîne des volcans le long des frontières entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda. Les incertitudes scientifiques ont entouré toutes les

discussions sur l'évacuation d'une bonne partie de la population de la ville de Goma vers des milieux jugés sécurisés : Sake, Minova, Bukavu, Rutshuru, ... Cela s'est passé pendant que la population est soumise au respect des mesures sanitaires liées à la pandémie de la Covid-19 et les plaies de la maladie à virus Ebola ne sont pas encore cicatrisées.

Sur son passage, la coulée de la lave a emporté quelques installations électriques et de distribution en eau potable dans la ville de Goma. Le ravitaillement de la ville en denrées alimentaires demeure inquiétant car les milieux de provenance étant fortement saturés par la présence des populations sinistrées du volcan Nyiragongo. Aux dix-sept villages détruits par la lave, il faut noter les actions malveillantes de quelques malfrats qui se sont livrés à cœur joyeux à une spéculation à la hausse du taux de dollars américains par rapport aux francs congolais et du prix des denrées alimentaires. Il a aussi été enregistré des cas de décès liés directement à l'éruption du volcan et les autres décès consécutifs à la panique qui s'est emparée de la ville de Goma. L'impact de cette éruption accroît les besoins prioritaires évalués par les autorités politico-administratives accompagnées des associations de la société civile et des agences humanitaires.

Les institutions publiques face à la gestion de la crise



Le Directeur scientifique de l'Observatoire Volcanologique de Goma (OVG) a révélé une triste réalité selon laquelle cette cellule en charge d'assurer l'alerte et la surveillance de l'activité volcanique avait arrêté sa surveillance du Nyiragongo pendant les sept derniers mois, soit depuis octobre 2020 jusqu'avril 2021, faute de moyens financiers et d'équipement de surveillance. Les activités du volcan Nyiragongo et d'autres volcans de la chaîne n'étant plus

surveillé, la population étant quasiment abandonné à son triste sort, l'éruption du volcan Nyiragongo, du 22 mai 2021, ne devrait donc pas être interprétée sous un masque d'un « événement surprise ». Il est d'un principe élémentaire selon lequel « diriger c'est prévenir ». Cette triste réalité a été à la base d'un manque de données scientifiques fiables et vérifiables et d'informations en temps réel pouvant alimenter des mesures administratives et un éventuel plan de contingence en cas de crise. Toutes les simulations faites dans le cadre d'un éventuel plan d'évacuation de la population de la ville de Goma n'ont pas visiblement servi de cas d'école. Cette situation qui relève des failles importantes des services habilités a donné, de manière légitime, place à la panique, à des rumeurs au sein de la communauté, à une crise de confiance entre partenaires.

La sécurité des personnes et de leurs biens

Le besoin de sécurité des personnes et de leurs biens reste une préoccupation fondamentale aux termes des articles 85, 182 et 203 point 12 de la constitution du 18 février 2006 telle que modifiée en 2011, article 2 alinéa 1 de l'ordonnance No 21/016 du 3 mai 2021 portant mesures d'application de l'état de siège sur une partie du territoire de la République Démocratique du Congo

Les vulnérables, entre autres les personnes vivant avec handicap, les femmes enceintes, les enfants, les malades, les vieillards, ainsi que les autres groupes marginalisés devraient constituer une catégorie prioritaire des personnes sur lesquelles les services de la protection civile devaient placer en ordre utile.

Le plan d'évacuation de la population se focaliserait de plus en plus sur ces particularités. L'interdiction d'accéder aux sites couverts par la lave en période post éruption serait une mesure appropriée pour limiter l'impact lié à l'inhalation des particules toxiques émises dans la fumée. Visiblement, le « plan de contingence » a été par un déficit en termes de communication, de la prise en charge des sinistrés, de l'organisation des actions de secours aux sinistrés, des incertitudes sur les mesures d'alerte précoce et d'évacuation, etc. A qui profite ces imprécisions ? Qui devra répondre de tous les préjudices causés aux uns et aux autres ?

La communication, une arme importante pour l'évitement des rumeurs, le contrôle de la panique et contre la propagation des fake news



Bien qu'étant censé suivre un circuit de transmission des informations fiables provenant des institutions habilitées dans le contrôle de l'activité volcanique, le système d'information autour de l'activité volcanique semble lourd, très peu rassurant et étouffé par un manque de réactivité face aux événements. Cela laisse les institutions fragilisées dans un quiproquo. Il semble moins rassurant dans un tel contexte de décider avec toute certitude et conviction. En principe, le

le système d'information autour des comportements à adopter en situation des catastrophes naturelles devrait se servir des canaux traditionnels de communication à la portée des autorités politico-administratives en vue de donner de manière rationnelle les vrais messages. Bien évidemment, ce système doit agir en périodes pré, pendant, et post éruption sans ignorer de manière particulière les contextes y afférents. Une bonne appropriation du message par la population dépendrait aussi, non seulement de « l'art de communiquer » mais aussi et surtout de la langue et du support de communication (*Maya M, les populations de l'Est de la RDC ont*

besoin d'avoir des informations sur l'épidémie de la maladie à Virus Ebola dans une langue qu'elles comprennent, une évaluation rapide des besoins linguistiques à Goma, RDC). Le système d'information autour de l'activité volcanique de Nyiragongo après son éruption, le 22 mai 2021, a été affecté par des rumeurs fulgurantes via des voies non officielles. Tel a été les cas des messages publiés sur des réseaux sociaux parfois par certaines personnalités susceptibles d'influer sur l'opinion publique, des images des éruptions importées, des prophéties de certains religieux fixant la date d'une éventuelle nouvelle activité volcanique, une confusion par rapport au volcan qui était en éruption, l'orientation de la coulée de laves, une vidéo allant jusqu'à suspecter une possible cause politique liée à l'activité volcanique et d'autres informations faisant du buzz sur les réseaux sociaux.

L'éruption volcanique, opportunité ou menace pour la ville touristique de Goma

Bien que l'activité volcanique ait provoqué une panique et contrarié la population, certains opérateurs économiques notamment du secteur pétrolier se sont lancés dans une spéculation à la hausse du prix de carburant. Ceci a provoqué une hausse du coût de transport. Une telle attitude a aussi été observée dans les milieux de certains opérateurs de change de monnaie, le taux de change passant de 2000 Fc à 1900 Fc le dollar. Les victimes de cette situation sont nombreuses. A cela, il faut ajouter le nombre important des familles dont les maisons ont été totalement ensevelies par la lave, les dégâts sont énormes. Elles sont aujourd'hui condamnées à l'errance en attente d'une éventuelle assistance pour se maintenir avant d'être informée de tout plan de réinstallation existant.

Les sinistrés dans les milieux d'accueil

Avec l'arrivée massive de déplacés sinistrés de volcan Nyiragongo dans les milieux d'accueil, il s'observe un phénomène désolant suite à l'absence des mesures d'encadrement. Les prix des denrées alimentaires ont été revus à la hausse. A titre d'exemple, un verre du riz qui coûtait 350Fc est passé à 700Fc, un bol de haricot communément appelé *Murongo* qui coûtait 2000Fc est passé à 2500Fc, un bol de farine de maïs qui était à 700Fc est passé à 1000Fc, etc.

Plusieurs familles sinistrées passent la nuit à la belle étoile. Des plaintes se font sentir dans les entités d'accueil sous un refrain de détournements des aides et du besoin d'assistance humanitaire (Assistance en vivre et Non vivre d'urgence, Approvisionnement médical pour assister les déplacés, Assistance en Abris d'urgence, Construction de douches d'urgence ; Installation de tanks, Aménagement de toilettes ou latrines et installation des lavages des mains, etc.

Les populations ayant suivi l'ordre d'évacuer la ville de Goma sont petit à petit entrain de retourner dans la ville et cela en conformité avec le plan de retour annoncé ce mardi, 7 juin 2021, par l'autorité publique.

Leçons apprises et perspectives d'avenir

- Le volcan Nyiragongo restant en activité impose un rythme de vie à la population de la ville de Goma et un renforcement des mécanismes de surveillance par l'OVG. Cette structure doit être dotée des équipements, du personnel et des moyens financiers conséquents pour produire des données scientifiques fiables et vérifiables en temps réel ;
- Développer des outils solides et appropriés de communication adaptés au contexte socioéconomique et environnemental de la région. Une bonne communication et une « éducation volcanique » de la population pourra permettre une appropriation d'un éventuel plan de contingence, souple, équipé et bien réactif. Les chefs de dix maisons « *nyumba kumi* » devraient être mis à profit en vue d'une appropriation d'un tel programme d'éducation ;

- Elaboration et publication d'un plan de réinstallation et d'assistance de la population sinistrées dans les meilleurs délais. Cela imposerait une participation des sinistrés dans le processus d'élaboration de ce plan de réinstallation et de suivi ;
- Activer un programme de renforcement des capacités du personnel des services habilités (Services de la Protection civile, Observatoire Volcanologique de Goma), et soutenir le programme de la recherche continue dans le cadre de l'activité volcanique, du gaz méthane, et d'autres ressources naturelles dont les impacts peuvent être associés ;
- Mettre en place un cadre permanent de concertation de toutes les parties prenantes (société civile, OVG, autorités politico-administratives, les agences humanitaires, les universités, les églises et les notabilités locales) pour un encadrement des populations de la ville de Goma au sujet des catastrophes naturelles. Les universitaires devront être mis à profit et invités notamment à élaborer une note technique sur la nécessité de la création de ce cadre de concertation en ville de Goma ;
- Désigner une équipe de chercheurs pouvant fournir des études sur le gaz méthane du lac Kivu, son exploitation, ses retombées économiques, sociales et environnementales. L'électrification de la ville de Goma et ses environs étant le point culminant d'un tel projet, les besoins de protection de l'environnement devront aussi attirer l'attention des décideurs en vue d'une balance des intérêts et le bien-être des populations (*Comité de Soutien et de Plaidoyer pour la Région des Grands Lacs Africains, CSP-REGLA, Communiqué No02/CSP-REGLA/21 du 24 mai 2021 se rapportant à l'éruption volcanique du 22 mai 2021 à Goma en République Démocratique du Congo*).
- Capitaliser l'aspect touristique de la ville de Goma, une ville qui vibre au rythme du volcan Nyiragongo, du gaz méthane du lac Kivu, d'une architecture moderne, d'un esprit entrepreneurial, d'un site du patrimoine mondial de l'Unesco (Parc National des Virunga) et des expériences fortes de gestion des forêts des communautés locales.

Par :

Ruffin Bindu Ramazani | Chargé d'élaboration, suivi et évaluation des projets au Centre de Recherche sur la Démocratie et le Développement en Afrique/CREDDA - ULPGL, Call Center Manager_Crisis Observatory, Formateur et Consultant chercheur, Etudiant inscrit en troisième cycle à l'Université Libre de Kigali/ Rwanda en Science de Développement

Expert en Santé et Développement Communautaires | Department de Gestion et Administration des Projets | Université Libre des Pays des Grands Lacs

Mobiles: DRC +243 97 05 02 161, (used for Whatsapp)

Email: ruffinramazani006@gmail.com | ruffin@credda-ulpgl.org

Skype and LinkedIn: Ruffin RAMAZANI



Eruption of the Nyiragongo volcano on May 22, 2021, an equation embedding several unknown aspects for the population of the tourist town of Goma



It is in a context of institutional fragility of several decades that the city of Goma, capital of the province of North Kivu, in the east of the Democratic Republic of Congo (DRC), recorded a new eruption of the Nyiragongo volcano. This natural disaster with unfortunate consequences created an imbroglio in scientific circles in charge of the regular monitoring of the chain of volcanoes along the borders between the DRC, Rwanda and Uganda. Scientific uncertainties surrounded all discussions on the evacuation of a large part of the

population of the city of Goma to environments deemed secure: Sake, Minova, Bukavu, Rutshuru, ...

In its path, the lava flow swept away some electrical and drinking water distribution installations in the city of Goma. The supply of food to the city remains worrying because the communities of origin being strongly saturated by the presence of the affected populations of the Nyiragongo volcano. In the seventeen villages destroyed by the lava, it is necessary to note the malicious actions of a few thugs who have indulged with joyful hearts in speculating on the increase in the rate of American dollars against Congolese francs and in the price of basic commodities. There were also cases of death directly linked to the eruption of the volcano and other deaths resulting from the panic that gripped the city of Goma.

Public institutions facing crisis management



The Scientific Director of the *Observatoire Volcanologique de Goma* (OVG) revealed that his agency in charge of alerting and monitoring volcanic activity had stopped monitoring Nyiragongo for the past seven months, from October 2020 until April 2021, due to lack of financial resources and surveillance equipment. As the activities of the Nyiragongo volcano and other volcanoes in the chain were no longer monitored, the population being almost abandoned to their sad fate, the eruption of the Nyiragongo volcano, on May 22, 2021,

should therefore not be interpreted under a mask of a "surprising event". It is an elementary principle to bear in mind that governing is also about acting at the right time in terms of preventive administrative "*diriger c'est prévenir*". In this context of lack of accurate and reliable scientific data, it appeared complicated and confusing on the side of the public authority to take appropriate administrative decisions and to present a well fleshed out contingency plan. All simulations of the evacuation of the population out of the city of Goma organized in the

past in case a future eruption of the volcano did not bear fruit during the 22nd may 2021 Nyiragongo eruption. So, uncertainties amongst stakeholders, mistrust between partners in the management of the crisis and the level of the panic oblige the population to rely on rumors within the community.

The safety of people and their property

Having in mind the prescriptions of articles 85, 182 et 203 point 12 of the constitution of 18th february 2006 modified in 2011 of the DRC and article 2 of the *ordonnance No 21/016 du 3 mai 2021 portant mesures d'application de l'état de siège sur une partie du territoire de la République Démocratique du Congo*, the protection of the population and property remains a critical preoccupation to be dealt with before, during and after the eruption of the volcano.

The vulnerable, including people living with disabilities, pregnant women, children, the sick, the elderly, as well as other marginalized groups should constitute a priority category of people to attract the attention of the civil protection services. Thus, the evacuation plan of the population must focus more and more on these particularities. In the same vein, the ban on access to sites covered by lava during the post-eruption period would be an appropriate measure to limit the impact linked to the inhalation of toxic particles emitted in the smoke. Obviously, the "contingency plan" that one was implementing during the Nyiragongo eruption carries a deficit in terms of communication, disaster management, organization of disaster relief actions, uncertainties about early warning and evacuation measures, etc. Who benefits from these inaccuracies? Who will have to answer for all the damages caused to each other?

Communication, an important weapon for avoiding rumors, controlling panic and against the spread of fake news



Although supposed to follow a reliable information transmission circuit from institutions empowered to control volcanic activity, the information system around volcanic activity seems cumbersome, very insecure and suffocated by a lack of responsiveness in the face of events. It seems less reassuring in such a context to decide with all certainty and conviction. In principle, the information system around the behavior to be adopted in a situation of natural disasters should use the traditional

channels of communication in order to rationally give the accurate messages. Obviously, this system must act in periods before, during, and post eruption without particularly ignoring the related contexts. A good appropriation of the message by the population would also depend, not only on the "art of communicating" but also and above all on the language and the communication medium (Maya M, the populations of eastern DRC need to have information on the Ebola virus disease epidemic in a language they understand, a rapid assessment of language needs in Goma, DRC). The information system around the volcanic activity of Nyiragongo after its eruption on May 22, 2021 was affected by lightning rumors via unofficial channels. This was the case with messages published on social networks sometimes by certain personalities likely to influence public opinion and images of imported eruptions.

The volcanic eruption, opportunity or threat for the tourist town of Goma

Although the volcanic activity caused panic and upset the population, some economic operators, particularly in the oil sector, have launched into speculation on the rise in the price

of fuel. This caused an increase in the cost of transport. Such an attitude has also been observed in the circles of certain currency exchange operators, the exchange rate dropping from 2000 Fc to 1900 Fc per dollar. The victims of this situation are numerous. To this, we must add the large number of families whose houses have been completely buried by lava, the damage is enormous. They are now condemned to wandering awaiting possible assistance to maintain themselves before being informed of any existing resettlement plan.

Disaster victims in reception settings

With the massive arrival of displaced people affected by the Nyiragongo volcano in the host communities, a distressing phenomenon can be observed following the absence of supervision measures. Food prices have been revised upwards. For example, a glass of rice which cost 350Fc has gone up to 700Fc, a bowl of beans commonly called *Murongo* which cost 2000Fc has gone to 2500Fc, a bowl of corn flour which was 700Fc has gone to 1000Fc, etc.

Complaints are being felt in the host entities under a refrain of misappropriation of aid and the need for humanitarian assistance (Emergency living and Non-living assistance, Medical supplies to assist the displaced, Emergency shelter assistance, Construction of emergency showers; Installation of tanks, Installation of toilets or latrines and installation of hand washing, etc). The populations having followed the decisions of the public authorities to evacuate the city of Goma are gradually returning to the city keeping with the administrative decision broadcasted on 7th June 2021.

Lessons learned and future prospects

- The active Nyiragongo volcano imposes a rhythm of life on the population of the city of Goma and the strengthening of the monitoring mechanisms by the *Observatoire Volcanologique de Goma* (OVG). This structure must be provided with the appropriate equipment, personnel and substantial financial means to produce reliable and verifiable scientific data in real time;
- Develop solid and appropriate communication tools adapted to the socio-economic and environmental context of the region. Good communication and "volcanic education" of the population will allow the appropriation of a possible contingency plan, flexible, equipped and well reactive. The heads of ten "nyumba kumi" houses should be used for the appropriation of such an education program;
- Preparation and publication of a resettlement and assistance plan for the affected population as soon as possible. This would require the participation of disaster victims in the process of drafting this resettlement and monitoring plan;
- Activate a capacity building program for the personnel of the authorized services (*Observatoire Volcanologique de Goma* – OVG – and the civil Protection Services), and support the program of continuous research in the context of volcanic activity, methane gas of the lake kivu, and others natural resources whose impacts can be associated;
- Set up a permanent framework for consultation with all stakeholders (civil society, OVG, political and administrative authorities, humanitarian agencies, universities, churches and local notabilities) for the supervision of the populations of the city of Goma on the subject natural disasters;
- Establish a team of researchers who can provide studies on the exploitation of the methane gas from Lake Kivu and its economic, social and environmental impacts. The electrification of the city of Goma and its surroundings being the culmination point of such a project, the needs of environmental protection will also have to attract the attention of decision-makers with a view to a balance of interests and well-being of the populations.

- One needs also to reflect and have a positively action on the tourist aspect of the city of Goma, a city that vibrates to the rhythm of the Nyiragongo volcano, methane gas from Lake Kivu, modern architecture, an entrepreneurial spirit, a world heritage site of Unesco (Virunga National Park) and strong forest management experiences of local communities.

Ruffin Bindu Ramazani | Project development, monitoring and evaluation officer at the Center for Research on Democracy and Development in Africa / CREDDA - ULPGL, Call Center Manager_Crisis Observatory, Trainer and Research Consultant, Postgraduate student at the Université Libre de Kigali / Rwanda in Development Science

Expert in Health and Community Development | Department of Project Management and Administration | Université Libre des Pays des Grands Lacs
Mobiles: DRC +243 97 05 02 161, (used for Whatsapp)
E-mail: ruffinramazani006@gmail.com | ruffin@credda-ulpgl.org
Skype and LinkedIn: Ruffin RAMAZANI